

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

De la Commune de **PORTÉ PUYMORENS**

Date de convocation  
Et d'affichage  
Le 10/02/2022

du quinze février deux mil vingt deux

**Sous la Présidence de M. Philippe MAURISSE**

**Présents :** AUGÉ Jean-Philippe, BARRAL Anne, CHABBERT Pierre, FOSSEY Gérard, KOMAROFF Nicole, MAURISSE Philippe, MICHEL Amandine, OLIAS- -MARTY Hervé, SARDA Colette

**Procurations :** ROBOAM Julie à BARRAL Anne, ROUCAIROL Bernard à MAURISSE Philippe

**Absents :**

**Secrétaire de séance :** OLIAS- -MARTY Hervé

|                       |    |
|-----------------------|----|
| Nombre de conseillers |    |
| En exercice           | 11 |
| Présents              | 10 |
| Votants               | 11 |
| Absents               |    |
| Exclus                |    |

**OBJET : ITINERAIRE « LAC DU PASSET » -**

**Inscription au PDIPR et Labellisation FFRandonnée**

Vu la loi de décentralisation n°83-663 du 22 juillet 1983 et son décret d'application du 1er janvier 1986 confiant aux Conseils Départementaux l'établissement des Plans Départementaux des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) sur leur territoire départemental ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L361-1 relatif au PDIPR ;

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale du 15 mai 2006 décidant de créer un PDIPR.

Le Maire :

**PRÉSENTE** le tracé des itinéraires suivants :

**Le Lac du Passet**

**INFORME** que la labellisation FFRandonnée sera valable 5 ans, sous réserve de deux contrôles favorables (an+2 et an+4) du Comité Départemental de la FFRandonnée des Pyrénées-Orientales. Il indique également que cette labellisation se manifesterait sur le terrain par un balisage « blanc et jaune ».

**INFORME** que ces itinéraires feront l'objet d'une demande d'inscription au PDIPR à la charge de :

La Communauté de Communes Pyrénées-Cerdagne

qui dispose de la compétence pour la gestion des itinéraires de randonnée.

**PRÉSENTE** les principes du PDIPR et la procédure d'inscription d'un itinéraire :

Mis en place par la loi du 22 juillet 1983, le PDIPR est un outil juridique relevant de la compétence des Départements. L'inscription d'un itinéraire au PDIPR se fait par délibération de l'Assemblée Départementale, après instruction d'un dossier de demande d'inscription au PDIPR contenant notamment les autorisations de passage sur les voies empruntées et parcelles traversées par l'itinéraire.

Une fois l'itinéraire inscrit au PDIPR, si celui-ci ne peut être maintenu en l'état par aliénation d'un chemin rural, la commune doit en informer le Département et lui proposer un tronçon de substitution approprié à la pratique de la randonnée et de qualité équivalente, de manière à assurer la continuité de l'itinéraire.

Le PDIPR permet ainsi la protection des chemins ruraux et favorise la pérennité des itinéraires de randonnée.

**INFORME** que l'entretien ultérieur de ces itinéraires sera effectué sous la responsabilité de :

La Communauté de Communes Pyrénées-Cerdagne

qui dispose de la compétence pour la gestion des itinéraires de randonnée. Cet entretien comprend le rafraîchissement du balisage, le remplacement de la signalétique directionnelle, le débroussaillage ainsi que l'aménagement (travaux ponctuels de sécurisation et d'amélioration des sentiers) des itinéraires.

**INFORME** que les itinéraires empruntent des chemins ruraux et/ou des parcelles communales (voies et parcelles du domaine privé de la commune) et que l'assemblée devra se prononcer sur une autorisation de passage dans la mesure où cet itinéraire sera affecté à l'usage du public.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :**

**APPROUVE** le tracé des itinéraires joints en annexe à la présente délibération.

**ACCEPTE** d'engager la procédure de labellisation de ces itinéraires auprès du Comité Départemental de la FFRandonnée des Pyrénées-Orientales.

**AUTORISE** le passage du public sur les chemins ruraux et parcelles communales suivants :

| Lieu-dit                | Section | Nom de la voie ou n° de la parcelle |
|-------------------------|---------|-------------------------------------|
| Las Pinouseilles        | A       | 737                                 |
| Los Boscs de Porté      | A       | 800                                 |
| Lo Salit                | A       | 952                                 |
| Lo Salit                | A       | 956                                 |
| Las Poulberines         | A       | 962                                 |
| Las Poulberines         | A       | 963                                 |
| Las Poulberines         | A       | 990                                 |
| La Font Grand           | A       | 1039                                |
| Lo Salit                | A       | 1413                                |
| Lou Clot de Poulberines | A       | 1414                                |
| Font Vive               | A       | 1451                                |
| Lo Salit                | A       | 1461                                |
| Lo Salit                | A       | 1469                                |
| Lo Pla                  |         | VC n°1 Cami del Bosc                |

**S'ENGAGE** à garantir le passage du public sur lesdits chemins ruraux et parcelles communales, à ne pas les aliéner (tout ou partie) et à proposer, le cas échéant, un itinéraire de substitution garantissant la continuité et ne dénaturant pas la qualité initiale de l'itinéraire.

**AUTORISE** le balisage des itinéraires empruntant lesdits chemins ruraux et traversant lesdites parcelles communales conformément à la Charte Officielle de Balisage de la FFRandonnée, la mise en place d'une signalétique directionnelle conforme à la Charte Départementale de Randonnée ainsi que la réalisation des travaux d'aménagement, de sécurisation et d'entretien nécessités par la création et la pérennisation des itinéraires de randonnée.

**ACCEPTÉ** que lesdits chemins ruraux et parcelles communales soient inscrits au PDIPR.

**MANDATE** le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

Le Maire  
Philippe MAURISSE

Le Maire,  
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai  
de deux mois à compter de la présente notification.